

COMITÉ DE COORDINATION

Conférence Nationale
pour
La Paix et la Réconciliation
en ETHIOPIE

ሰላምና ዕርቅ በኢትዮጵያ
እገር - እቶፍ ጉባዔ አስተባባሪ ኮሚቴ

COORDINATING COMMITTEE

National Conference
for
Peace and Reconciliation
in ETHIOPIA

Boite postale 22 - 92270 Bois Colombes - France - Tél. & Fax 331 - 47852279

ENTRETIEN AVEC M. NEGEDE GOBEZIE, PRESIDENT DU COMITE DE COORDINATION - CONFERENCE POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION NATIONALE EN ETHIOPIE, PARU DANS LE MENSUEL "LUCY" A ADDIS ABEBA AOÛT 1993.

Il est à rappeler que sept organisations de l'opposition s'étaient rencontrées à Paris du 11 au 13 mars 1993 et avaient mis sur pied un comité chargé d'organiser une Conférence pour la paix et la réconciliation en Ethiopie. A l'issue de sa réunion de travail tenue à Londres au mois d'avril 1993, le Comité a annoncé la décision de tenir cette conférence à Addis Abeba du 15 au 19 octobre 1993. Il a déjà lancé des invitations à toutes les organisations politiques du pays qu'elles soient partisans ou opposantes du gouvernement en place ainsi qu'aux représentants de la société civile. Estimant que la participation du FDRPE aura une contribution importante à la réussite de cette conférence, le comité a écrit au Président Melesse Zenawi. La rédaction de LUCY a eu un entretien concernant ces divers problèmes avec M. Negede Gobezie, président du Comité de coordination.

Lucy: On parle d'une lettre adressée au président Melesse Zenawi par le Comité de coordination élu lors de la Conférence de Paris demandant à ce qu'une conférence pour la paix et la réconciliation en Ethiopie soit tenue à Addis Abeba. Est ce que vous pouvez nous dire si oui ou non il y a eu une réponse à cette lettre?

Negede Gobezie: Nous n'avons pas écrit pour demander une permission pour organiser cette conférence. L'objet de notre lettre était d'inviter le FDRPE à cette conférence et de demander l'ouverture de discussions concernant les modalités de son organisation. De toute façon nous n'avons reçu aucune réponse à ce jour.

Lucy: Quels sont les objectifs primordiaux et l'ordre du jour de cette conférence? Est ce que la question érythréenne y sera débattue?

N.G. Nous ne pouvons pas révéler l'ordre du jour de cette conférence pour la simple raison qu'à ce stade nous ne le connaissons pas nous mêmes. Nous voulons que cette conférence soit transparente et démocratique du début à la fin.

Il ne nous appartient pas d'élaborer par avance l'agenda, de préparer les résolutions et la déclaration finale, de tout boucler ainsi avant même l'ouverture de la rencontre et de dire ensuite aux participants "Voilà! Vous allez vous enfermer ici pendant quatre jours, débattre l'ordre du jour que voici et signer les résolutions que nous avons préparées pour vous." Si nous faisons cela nous aurions rien appris des erreurs du passé. De toute façon si l'on procède ainsi la conférence sera vouée à l'échec.

Other Contacts : Amsterdam 31 - 20 - 6959190 - London 44 - 81 - 8092853

Nous allons procéder exactement comme nous l'avons fait pour la conférence de Paris. Nous allons demander à tous les participants d'envoyer leurs suggestions concernant les points qui doivent être inclus dans l'ordre du jour de la conférence. Ensuite nous élaborerons une ébauche d'agenda à partir de ces suggestions. Cette ébauche sera rendue publique avant l'ouverture de la conférence de façon à permettre à tous d'engager des débats au sein de leurs organisations respectives.

Nous ne procéderons pas différemment pour ce qui concerne la question érythréenne. Si des organisations participantes demandent à ce que cette question soit incluse dans l'ordre du jour elle y sera débattue. Personnellement il m'est difficile d'imaginer qu'aucune organisation ne demande un débat sur cette question. Je pense donc qu'elle sera parmi les sujets débattus à la conférence.

Cela ne veut évidemment pas dire que cette conférence n'a pas d'objectifs précis.

En laissant de côté la période d'avant le Zemene Mesafinte et en se limitant à l'histoire de notre pays des dernières 250 années, l'Ethiopie n'a pas connu une décennie de paix totale et continue. Même aujourd'hui les conflits armés n'ont pas cessé. Il y a toujours des gens qui se croient être sortis vainqueurs alors que toute guerre civile est une défaite pour toute société quelqu'elle soit. La "paix" qui règne aujourd'hui en Ethiopie est une paix imposée par ceux qui croient avoir vaincu une partie de la société. C'est une paix partisane. C'est donc une paix fragile.

Jusqu'ici on parlait des "Victimes de la famine." On évoquait le cas des "victimes de guerre". Maintenant on s'aperçoit que cette paix trop partisane a fait naître une nouvelle catégorie de victimes. Des millions d'Ethiopiens sont directement ou indirectement touchés dans leur vie quotidienne. Il s'agit de ce qu'on peut appeler les "victimes de la paix."

Quand je vois tous les problèmes politiques, sociaux, économiques, moraux et la crise d'identité qui nous accablent j'ai parfois l'impression que parmi tous les pays au monde le notre est celui qui souffre plus souvent qu'à son tour. Tous nos problèmes ont été aggravés parce qu'on a toujours cherché à proposer de solutions simples à des problèmes complexes et de surcroît cherché à imposer ces "solutions" par la force des armes. Les "vainqueurs" d'aujourd'hui ne semblent pas pouvoir proposer autre chose à la société.

Il doit pourtant être clair qu'il n'y a pas de solution simple et unique aux problèmes complexes de notre pays. Si cela existait ça se saurait. Aujourd'hui nous sommes en présence des mêmes problèmes que par le passé. Ceux qui sont sortis militairement vainqueurs en profitant d'une conjoncture politique et diplomatique exceptionnelle cherchent à extrapoler sur le plan politique cette victoire momentanée. On essaye de tout faire pour que le processus de transition, les structures politiques et institutionnelles, la constitution en cours d'élaboration et les

élections à venir servent tous la cause et renforcent la main mise des "vainqueurs". Cela ne peut mener qu'à d'autres cycles de violence et à d'autres conflits armés.

En partant de tout cela j'estime que la conférence que nous envisageons ne doit pas avoir pour objectif le règlement du problème de partage du pouvoir entre le gouvernement et l'opposition en tenant compte des rapports de forces qui existeront en octobre 1993. Pour moi les priorités sont ailleurs. Il faut mettre fin aux manoeuvres effrénées visant à préparer la victoire aux prochaines élections comme le fait le FDRPE et travailler ensemble en pensant plutôt à la prochaine génération et à jeter les bases pour garantir l'unité, l'égalité et la démocratie à notre peuple. C'est seulement après avoir jeté cette base et avoir ainsi défini les règles du jeu qu'il faudra parler d'élections ou de la question du pouvoir politique.

Que tous ceux qui se sentent concernés par le problème de la paix en Ethiopie se rencontrent pour dialoguer. Que chacun marque une pose pour une réflexion collective qui nous permettra peut-être de trouver les moyens de briser ce cercle infernal famine-guerre-famine. L'objectif de la prochaine conférence doit être cela et rien d'autre. Et c'est déjà beaucoup.

Lucy: Et si le principal parti au pouvoir -le FDRPE - répond à votre invitation par la négative et même interdit la tenue de la conférence à Addis Abeba?

N.G. Plusieurs scénarios peuvent être envisagés. L'idéal serait bien sûr une réponse positive et une participation constructive du FDRPE. Ce serait la meilleure solution au point de vue des intérêts primordiaux de notre pays.

Le deuxième scénario serait un refus du Front de participer à cette conférence. Nous pensons que la rencontre devra quand même avoir lieu. L'absence du FDRPE réduira bien sûr l'impact positif qu'on pourrait en attendre. Mais il ne faut pas non plus en faire un drame. Il est évident que le combat que nous livrons pour briser le cycle infernal de famine et de guerre sera encore plus longtemps complexe et qu'il nous faudra plus longtemps pour venir à bout de nos problèmes. Mais ça ne sera pas la fin du monde. L'absence du Front ne nous a pas empêché de tenir la conférence de Paris. Elle n'a pas non plus considérablement réduit l'impact positif et le caractère historique de cette rencontre.

Beaucoup de gens craignent qu'une conférence nationale sans la participation du Front serait un coup d'épée dans l'eau. Je ne le pense pas. Il existe aujourd'hui en Ethiopie une très grande confusion. La situation catastrophique qui prévaut en Somalie est là pour démontrer que des situations incontrôlables peuvent naître d'une telle confusion. Il y a aujourd'hui en Ethiopie des forces innombrables qui ne sont pas satisfaites par la situation actuelle et qui se battent pour l'instauration d'une paix durable. Elles réclament la mise sur pied d'un processus vraiment démocratique pour garantir la transition vers un régime

pluraliste. Le problème c'est qu'il y a une certaine cacophonie. Je pense que si tout ce monde se met ensemble pour discuter d'une alternative commune et définit une plate-forme minimale ce serait un pas considérable et historique pour notre pays.

Nous avons vu l'impact qu'a eu l'appel lancé par sept organisations réunies à des milliers de kilomètres du pays. Nous sommes témoins de l'espoir considérable que cet appel a soulevé au sein de notre peuple. Maintenant on cherche à réunir non seulement plus d'organisations politiques mais aussi toutes les forces vives du pays et les représentants de la société civile. Cette rencontre aura lieu non pas à des milliers de kilomètres de notre pays mais à Addis Abeba. Les participants à cette conférence auront l'occasion de débattre de tous les problèmes majeurs du pays et d'arrêter une stratégie commune pour venir à bout de la crise.

La conférence de Paris a permis la mise sur pied d'un comité de sept membres. Celle d'Addis Abeba ne se séparera pas sans mettre sur pied une sorte de Conseil composé de représentants de tous les participants et chargé de suivre au jour le jour l'application des décisions prises en commun.

Si l'on parvient à ce résultat je vous laisse imaginer l'écho qu'aura la conférence d'Addis Abeba et la clarté qui jaillira sur la scène politique de notre pays. La création d'un tel conseil représentatif de la société sera un pas positif considérable pour notre pays et même pour le FDRPE qui aura ainsi un interlocuteur avec qui discuter de l'avenir du pays.

La troisième hypothèse: Et si le FDRPE s'oppose à la tenue de cette conférence à Addis Abeba? Là, je pense vraiment que le FDRPE devra s'inquiéter au moins autant que nous quant aux conséquences négatives que pourrait engendrer une telle attitude. Le Front a dit et répété qu'il représente les forces de paix en Ethiopie tout en accusant certaines forces d'opposition d'être des fauteurs de guerre. Il a dit et répété que grâce à lui les droits de l'homme, la Déclaration universelle de 1948 et la démocratie sont désormais respectés en Ethiopie. Comment peut-il empêcher les citoyens de notre pays d'user de leurs droits les plus élémentaires et de se réunir pour discuter de la paix dans leur pays sans se contredire et se démasquer?

Lucy: Mais quelle sera alors la stratégie des forces d'opposition?

N.G.: Avant de répondre à cette question je voudrais clarifier un point qui me semble fondamental. Il est absolument faux de dire que cette conférence est une rencontre des forces d'opposition. Nous ne l'envisageons pas ainsi. Comme je l'ai déjà noté plus haut tous ceux qui se sentent concernés par la problématique de la paix dans notre pays y sont invités. Nous voulons que des représentants d'organisations politiques et ceux de la société civile qu'ils soient pour ou contre le gouvernement ou qu'ils soient indépendants apportent leurs contributions à ce dialogue national. En tenant compte de cette diversité des forces

qui y sont conviées, je dis que même en l'absence du FDRPE cette rencontre ne sera pas celle des forces d'opposition politique.

Venons en à l'hypothèse d'une éventuelle opposition du FDRPE à la tenue de la conférence à Addis Abeba. Jusqu'ici le Front a tenté d'avancer trois arguments pour justifier son attitude négative.

On nous dit qu'une telle conférence nationale est contraire à la Charte de Transition. Si l'on s'en tient aux principes élémentaires de la démocratie cet argument ne tient pas. En démocratie on peut mener un combat contre la constitution, demander à ce qu'elle soit révisée ou même être modifiée complètement. Depuis deux siècles la Constitution américaine a été amendée plus de vingt fois sans qu'aucune répression ne s'abat sur ceux qui demandaient des changements. Or ce qui est vrai pour une constitution qui est considérée comme la loi suprême d'un pays l'est encore plus pour un document élaboré sans la participation de toutes les forces vives d'un pays et qui depuis son début a été et reste controversé.

Cela est évidemment au niveau de principes. Revenons au rapport entre cette conférence et la Charte. Si le FDRPE prétend interdire une conférence nationale consacrée à la paix et à la réconciliation nationale en invoquant son caractère "contraire à la Charte de Transition" cela prouvera tout simplement que cette charte d'une part et la paix et la démocratie d'autre part sont deux choses incompatibles.

Le deuxième argument tente de présenter cette conférence comme un "complot" visant à renverser le gouvernement, concocté par une poignée d'individus "assoiffés de pouvoir" Cela non plus ne tient pas. La déclaration de Paris n'est pas un appel au renversement de ce gouvernement et à son remplacement par un autre. Elle est un appel au dialogue national visant à remettre notre pays sur la voie d'une paix durable et de la démocratie. C'est tout. Le comité de coordination est mis sur pied pour organiser une telle conférence et n'a pas pour mission le renversement du gouvernement.

Il est vrai que parmi les organisations ayant participé à la rencontre de Paris certaines ont revendiqué et continuent à demander le remplacement de ce gouvernement par un autre plus acceptable à la majorité du peuple éthiopien. C'est leur droit de se battre pour les idées qu'elles pensent justes et conformes aux intérêts de notre pays. Elles ont le droit de participer à cette conférence et de présenter leur point de vue. Le FDRPE et ses partisans ont eux aussi le droit de venir y présenter leur thèse. Ils peuvent expliquer pour quoi il ne serait pas nécessaire de changer de gouvernement, dire qu'ils peuvent mener à terme la mission qu'ils se sont données en procédant aux changements qui peuvent éventuellement s'avérer nécessaires et surtout en rassemblant la société autour de leur leadership.

Le troisième argument est de présenter l'appel à une conférence nationale comme étant le reflet d'une ambition politique d'un

petit nombre de réfugiés et non de toute une société assoiffée de paix et de démocratie. Il n'y a pas de réponse "théorique" à cet argument. Il faut une réponse concrète. Et cette réponse ne peut venir de nous mais plutôt du peuple éthiopien lui-même.

Vous avez posé la question de savoir ce que le comité de coordination compte faire si le FDRPE s'oppose jusqu'au bout à la tenue de cette conférence. Je peux vous répondre simplement en disant que "Nous n'aurons pas d'autres alternatives que de continuer le combat pour notre pays." Je peux même disserter sur la tactique et la stratégie que nous comptons mettre sur pied pour cela. Mais l'essentiel aujourd'hui n'est pas là. L'essentiel aujourd'hui est pour le peuple éthiopien de démontrer qu'il soutient cet appel au dialogue. D'abord mobilisons les étudiants, les enseignants, les journalistes, les intellectuels, les syndicalistes, les paysans, les commerçants, les militants de droits de l'homme, les responsables religieux etc. Que tout le monde se mobilise pour opposer un démenti à la propagande officielle en démontrant que l'appel au dialogue national n'est pas un "complot" d'un petit nombre d'individus "assoiffés de pouvoir" mais plutôt le reflet des aspirations de tout un peuple assoiffé de paix et de démocratie.

La stratégie de suivi de l'idée lancée à Paris ne sera pas la même selon le cas de figure que nous aurons à confronter. Tout dépendra du degré d'adhésion de la société à cet appel. Si au bout de compte le nombre d'organisations adhérant à l'idée d'une conférence nationale ne va pas au-delà des "sept de Paris" la stratégie que nous suivrons sera complètement différente de celle que nous adopterons dans l'hypothèse d'une adhésion franche et massive de la part des forces vives du pays. Je préfère en rester là pour le moment. Chaque chose en son temps.

Lucy: Est ce que le comité a estimé que la conjoncture nationale et internationale était favorable avant de prendre la décision de tenir la conférence à Addis Abeba? Et d'abord pourquoi avoir choisi Addis Abeba?

N.G.: J'avoue que cette question "pourquoi avoir choisi Addis Abeba?" m'avait paru un peu étrange lorsque quelques amis nous l'ont posée. J'avais tendance à dire "Que voulez vous? Où voulez vous que l'on se réunisse pour discuter des problèmes de notre pays? Est ce qu'il ne serait pas approprié de s'interroger plutôt sur le choix de Paris pour la conférence de mars? Addis Abeba n'est tout de même pas Mogadischou ni l'Ethiopie la Somalie." Mais cette question nous est venue de toute part. Cela nous a obligé à réfléchir. On s'est alors aperçu que cette question n'était pas tout à fait sans fondement.

Je pense que de nombreux Ethiopiens se posent cette question pour deux raisons majeures. Il y a d'abord un certain malentendu en ce qui concerne l'idée même d'une conférence nationale. La deuxième raison tient à la perception qu'ont les gens du degré de démocratisation du régime et des rapports de forces entre celui ci et l'opposition.

Il y a d'abord ce malentendu. Je reconnais que cela est en partie de notre faute. Nous n'avons pas encore bien expliqué ce que nous entendons par "conférence nationale." Les gens pensent qu'en décidant de tenir cette conférence à Addis Abeba les "Sept de Paris" se sont donnés rendez-vous pour le mois d'octobre à Addis Abeba et ont invité le gouvernement pour y discuter du partage du pouvoir. Comme je l'ai indiqué plus haut la conférence ne se limite pas aux organisations politiques d'opposition. Nous voulons que des organisations politiques indépendantes aussi bien celles qui soutiennent le gouvernement (y compris le FDRPE lui-même) soient présentes à cette rencontre. Nous voulons en plus la présence de représentants des diverses composantes de la société civile. La conférence d'Addis Abeba sera donc différente de celle organisée à Paris aussi bien par l'importance du nombre d'organisations invitées que par la diversité de ces organisations. Il peut y avoir 300 ou 400 participants. Nous ne voyons pas pourquoi tout ce monde se déplacerait en dehors du pays pour discuter justement des problèmes majeurs du pays.

La deuxième raison est plus fondamentale. Elle est le résultat de l'analyse que font les gens de la situation politique du pays et de la perception qu'ils ont de la nature du FDRPE. Depuis la conférence de Paris on assiste à un changement fondamental sur la scène politique de ce pays. Plus que jamais les gens s'aperçoivent que les forces de la paix se trouvent dans le camp de l'opposition plutôt que dans celui du gouvernement. Il y a d'une part les forces indépendantes et les forces d'opposition (de toute façon le Front a tendance à ne voir aucune différence entre ces deux) qui par leurs prises de positions et leurs actions démontrent qu'elles sont partisans de la paix, du dialogue et de la réconciliation nationale. De l'autre nous avons le FDRPE qui non seulement refuse le dialogue mais en plus prétend empêcher la tenue d'une conférence consacrée à la paix.

Cette attitude négative et la répression contre les partisans du dialogue a fini par convaincre beaucoup de nos compatriotes que l'appel à la paix n'est plus ni moins un acte d'opposition au gouvernement en place.

Même vous les journalistes vous semblez parfois confondre les choses et considérez ce désir de dialogue comme l'apanage de l'opposition. A partir de là tout s'explique. Lorsque l'on dit que nous allons tenir cette conférence à Addis Abeba beaucoup d'Ethiopiens nous prennent pour des naïfs. "Ou bien ces gens n'ont rien compris à la situation concrète du pays ou ils sont en plein provocation!" Voilà ce qu'on entend depuis des semaines. D'autres nous demandent si "nous avons obtenu des garanties assez fiables pour pouvoir annoncer la tenue d'une conférence à la quelle le FDRPE s'opposera sûrement." Tout cela parce que de nombreux Ethiopiens ont appris par leur expérience que la démocratie à la FDRPE est une démocratie assez originale ne permettant aucune marge de manoeuvre aux forces que le Front qualifie lui-même d'opposant.

J'en viens maintenant à votre question sur la conjoncture interne et internationale. Vous m'avez demandé si cette conjoncture est

assez favorable pour décider de la tenue d'une conférence de réconciliation. Nous sommes des gens responsables dédiés à la cause de notre pays. Lorsqu'il s'agit de proposer des solutions à une crise qui secoue une société la question de savoir si oui ou non la conjoncture est favorable pour entreprendre une action doit évidemment être posée mais elle est secondaire. Nous demandons d'abord quelle est la meilleure action possible? Nous disons que la seule solution pour sortir le pays de la crise est le dialogue national. Nous disons à tous ceux qui comme nous sont inquiets "Venez, discutons ensemble pour trouver une solution." C'est ça l'essentiel. C'est seulement après cela que nous posons la question de savoir si oui ou non la conjoncture interne ou internationale est favorable à une telle démarche. Si une conjoncture favorable existe nous chercherons à la renforcer. Si elle n'existe pas encore il faudra se battre pour la créer. Et ce combat nous n'envisageons pas le mener tout seul. Il faut que tout le monde y contribue sa part.

Cela dit, nous estimons que la conjoncture nationale et internationale est déjà favorable à notre appel.

A l'intérieur du pays, tous les secteurs de la société sont inquiets de la tournure des événements. Avant même la tenue de la conférence de Paris beaucoup d'organisations politiques avaient appelé de leurs vœux la tenue d'une conférence de réconciliation. Nous avons reçu de toute part de messages de soutien à notre initiative. Ce soutien populaire a dès le début inquiété le FDRPE. C'est pourquoi il s'est lancé dans une politique de répression et d'intimidation contre les organisations partisans de l'appel de Paris et continue à organiser des "manifestations populaires" un peu partout dans le pays contre cet appel au dialogue. Le problème pour nous n'est pas un manque de soutien. Ce sont plutôt les intimidations et d'autres actions anti-démocratiques du régime qui empêchent ce soutien de se manifester ouvertement.

Quant au soutien que cet appel recueille auprès de la communauté internationale, il y a beaucoup d'amis de notre peuple qui - ayant tiré de leçons des conflits meurtriers qui ravagent certaines régions du monde- demandent à ce que la crise éthiopienne trouve une solution pacifique avant que la situation échappe à tout contrôle. C'est ainsi que le parlement européen, convaincu de la nécessité d'une telle démarche a déjà appelé de ses vœux la convocation rapide d'une conférence nationale pour préparer la voie à l'instauration d'un gouvernement de transition acceptable à la majorité du peuple éthiopien. La commission des droits de l'homme du Congrès américain a fait de même en écrivant au Président Melesse Zenawi pour lui demander d'ouvrir un dialogue avec l'opposition pour éviter d'autres conflits meurtriers. Ces démarches ont été effectuées avant la tenue de la conférence de Paris. Cette dernière a été soutenue par diverses personnalités du parlement européen y compris son président.

Depuis la conférence tous les contacts effectués par le comité de coordination nous ont permis de constater le large soutien

dont dispose l'idée de dialogue national. Je peux même dire que pour beaucoup de gens l'idée d'une telle conférence est tellement évidente que lorsque on leur fait état de l'attitude négative du Front et de son refus d'y participer ils ont du mal à comprendre. Lorsque l'on leur parle des possibilités d'interdiction de cette conférence à Addis Abeba nos interlocuteurs sont tout simplement incrédules. Ils ne voient pas pourquoi et comment une rencontre consacrée à la paix peut être interdite dans un pays où selon la propagande officielle les droits de l'homme et la Déclaration universelle de 1948 seraient scrupuleusement respectés.

Lucy: Pour conclure, avez vous un message à transmettre ?

N.G.: Nous sommes sûrs que l'appel de Paris est un reflet des aspirations du peuple éthiopien tout entier même si il est lancé par sept organisations qui ont eu la possibilité de se rencontrer. Nous constatons aussi que beaucoup d'amis de notre peuple non seulement souhaitent la tenue de cette conférence mais attendent avec beaucoup d'espoirs ses résultats.

Sa réussite ne dépendra pas de nous seuls mais plutôt de la mobilisation effective des Ethiopiens aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Nous pensons avoir indiqué la voie qui nous permettra d'éviter le désastre que nous craignons tous et aidera notre pays de s'engager sur celle de la démocratie, de l'unité et du progrès. Si le peuple éthiopien nous soutient dans cette entreprise personne ne pourra empêcher la tenue de cette conférence. C'est pourquoi le comité appel tout le monde à se mobiliser et à apporter son soutien à cette initiative.